

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claire Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-03-21 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LABELLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,16-1,16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Budget

Les données présentées à titre de budget de l'exercice terminé au 31 décembre 2013 ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques, conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ce budget.

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2014-03-21

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 215 664	4 317 049			4 317 049	4 236 656
Compensations tenant lieu de taxes	2	128 129	130 423			130 423	131 027
Quotes-parts	3						
Transferts	4	488 979	516 731			516 731	470 184
Services rendus	5	120 253	134 939			134 939	171 236
Imposition de droits	6	159 500	239 879			239 879	277 624
Amendes et pénalités	7	15 000	53 017			53 017	38 780
Intérêts	8	42 000	82 089			82 089	90 944
Autres revenus	9	36 000	170 024			170 024	138 272
	10	5 205 525	5 644 151			5 644 151	5 554 723
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	85 515	124 566			124 566	812 471
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		130 826			130 826	20 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	85 515	255 392			255 392	832 471
	18	5 291 040	5 899 543			5 899 543	6 387 194
Charges							
Administration générale	19	830 017	905 991	17 431		923 422	745 559
Sécurité publique	20	600 528	585 959	60 191		646 150	623 457
Transport	21	1 234 653	1 412 198	379 953		1 792 151	1 521 278
Hygiène du milieu	22	662 972	683 308	306 520		989 828	943 214
Santé et bien-être	23	10 000	14 717			14 717	95 866
Aménagement, urbanisme et développement	24	299 717	282 001	19 495		301 496	269 327
Loisirs et culture	25	764 948	718 489	55 467		773 956	735 362
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	169 705	166 000			166 000	188 610
Amortissement des immobilisations	28	773 313	839 057	(839 057)			
	29	5 345 853	5 607 720			5 607 720	5 122 673
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(54 813)	291 823			291 823	1 264 521

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(54 813)	291 823	1 264 521
Moins: revenus d'investissement	2 (	85 515 ) (	255 392 ) (	832 471)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(140 328)	36 431	432 050
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	773 313	839 057	771 852
Produit de cession	5		625	3 223
(Gain) perte sur cession	6		(625)	(3 223)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	773 313	839 057	771 852
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			46 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	425 286 ) (	609 834 ) (	419 734)
	18	(425 286)	(609 834)	(373 734)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	52 160 ) (	58 604 ) (	77 017)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	40 692	55 261	
Excédent de fonctionnement affecté	21		7 509	4 418
Réserves financières et fonds réservés	22	(196 231)	(134 180)	(230 357)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(207 699)	(130 014)	(302 956)
	26	140 328	99 209	95 162
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		135 640	527 212

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	85 515	255 392	832 471
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	6 800 ) (	4 109 ) (	13 090)
Sécurité publique	3 (	16 800 ) (	49 892) ()
Transport	4 (	130 000 ) (	181 342 ) (	457 705)
Hygiène du milieu	5 (	117 950 ) (	45 416 ) (	118 842)
Santé et bien-être	6 () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	15 000 ) (	47 324 ) (	16 939)
Loisirs et culture	8 (	119 010 ) (	247 715 ) (	55 224)
Réseau d'électricité	9 () () ()
	10 (	405 560 ) (	575 798 ) (	661 800)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () ()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () ()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	112 300	388 837	303 302
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	52 160	58 604	77 017
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	103 300	36 769	
Excédent de fonctionnement affecté	16	52 285	56 583	11 685
Réserves financières et fonds réservés	17		165 541	105 313
	18	207 745	317 497	194 015
	19	(85 515)	130 536	(164 483)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		385 928	667 988

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	1 318 621	1 340 395	1 234 536
Charges sociales	2	389 163	376 857	332 854
Biens et services	3	2 080 305	2 241 467	1 882 191
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	169 205	164 693	187 571
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	500	1 307	1 039
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	517 881	530 657	500 632
Autres	10		6 838	16 146
Autres organismes	11	96 865	106 449	195 852
Amortissement des immobilisations	12	773 313	839 057	771 852
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	5 345 853	5 607 720	5 122 673

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	4 215 664	4 317 049	4 236 656
Compensations tenant lieu de taxes	2	128 129	130 423	131 027
Quotes-parts	3			
Transferts	4	574 494	641 297	1 282 655
Services rendus	5	120 253	134 939	171 236
Imposition de droits	6	159 500	239 879	277 624
Amendes et pénalités	7	15 000	53 017	38 780
Intérêts	8	42 000	82 089	90 944
Autres revenus	9	36 000	300 850	158 272
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 291 040	5 899 543	6 387 194
Charges				
Administration générale	12	846 648	923 422	745 559
Sécurité publique	13	647 497	646 150	623 457
Transport	14	1 582 750	1 792 151	1 521 278
Hygiène du milieu	15	963 055	989 828	943 214
Santé et bien-être	16	10 000	14 717	95 866
Aménagement, urbanisme et développement	17	316 394	301 496	269 327
Loisirs et culture	18	809 804	773 956	735 362
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	169 705	166 000	188 610
	21	5 345 853	5 607 720	5 122 673
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(54 813)	291 823	1 264 521
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		10 832 808	9 568 287
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		10 832 808	9 568 287
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		11 124 631	10 832 808

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(54 813)	291 823	1 264 521
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	405 560 ) (	575 798 ) (	661 800)
Produit de cession	3		625	3 223
Amortissement	4	773 313	839 057	771 852
(Gain) perte sur cession	5		(625)	(3 223)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	367 753	263 259	110 052
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(1 402)	(23 711)
Variation des autres actifs non financiers	10		(79 644)	23 254
	11		(81 046)	(457)
	12	312 940	474 036	1 374 116
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	312 940	474 036	1 374 116
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 689 864)	(4 063 980)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 689 864)	(4 063 980)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 215 828)	(2 689 864)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 619 408	346 042
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 1 587 138	1 780 968
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7 15 525	24 652
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 2 222 071	2 151 662
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	190 627
Emprunts temporaires (note 10)	11	148 280
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 483 449	390 876
Revenus reportés (note 12)	13 36 099	10 865
Dette à long terme (note 13)	14 3 918 351	4 100 878
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 4 437 899	4 841 526
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (2 215 828)	(2 689 864)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 13 221 924	13 485 183
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 2 161	2 161
Stocks de fournitures	20 33 617	32 215
Autres actifs non financiers (note 17)	21 82 757	3 113
	22 13 340 459	13 522 672
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 11 124 631	10 832 808

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	291 823	1 264 521
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	839 057	771 852
Autres			
- Gain sur disposition	3	(625)	(3 223)
-	4		
	5	1 130 255	2 033 150
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	193 830	(806 920)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	92 573	(71 216)
Revenus reportés	9	25 234	(283 816)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	9 127	(5 058)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 402)	(23 711)
Autres actifs non financiers	13	(79 644)	23 254
	14	1 369 973	865 683
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(575 798)	(661 800)
Produit de cession	16	625	3 223
	17	(575 173)	(658 577)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	461 852	574 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(649 146)	(459 060)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(148 280)	(378 030)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	4 767	6 211
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(330 807)	(256 879)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	463 993	(49 773)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	155 415	205 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	619 408	155 415

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite des élus municipaux

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

Juste valeur des actifs et passifs financiers

Pour certains instruments financiers de la Municipalité dont l'encaisse, les débiteurs et les créditeurs, les valeurs comptables sont comparables aux justes valeurs en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Pour les dettes à long terme, les justes valeurs sont essentiellement comparables aux valeurs comptables du fait qu'elles portent intérêts à des taux couramment utilisés sur le marché.

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, « Paiements de transfert »

La Municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la Municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilités, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 313 909	345 270
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
L'encaisse affectée est constituée des montants suivants :		
Fonds de roulement	52 288 \$	
Réserve financière pour flotte de véhicules	153 291 \$	
Fonds de parc et terrain de jeux	76 757 \$	
Fonds local réservé à la réfection et l'entretien de certaines voies publiques	19 818 \$	
Fonds d'amortissement de la SQAE	11 755 \$	

	313 909 \$	
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 517 551	628 751
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 723 025	657 145
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 108 700	197 818
Organismes municipaux	8 171 775	154 484
Autres		
- Droits de mutation	9 29 959	50 659
- Entreprises, organismes, etc.	10 36 128	92 111
	11 1 587 138	1 780 968
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12 461 438	427 735
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15 461 438	427 735
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16 108 160	13 281
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	15 525	24 652
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>15 525</u>	<u>24 652</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	172 818	133 691
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	13 213	14 117
	33	<u>186 031</u>	<u>147 808</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires			
La Municipalité dispose d'une marge de crédit de 1 100 000 \$ au 31 décembre 2013, le tout porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable le 30 juin 2014.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	178 524	131 102
Salaires et avantages sociaux	38	188 057	141 292
Dépôts et retenues de garantie	39	15 412	
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur la DLT	42	33 131	36 598
- Autres courus et passifs	43	68 325	81 884
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>483 449</u>	<u>390 876</u>

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Surplus actuariel RREM	50	7 259	10 865
- Pacte rural	51	28 840	
	52	<u>36 099</u>	<u>10 865</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,76	4,69	2014	2018	53	3 779 200	3 920 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	10,00	10,00	2014	2020	57	40 084	110 678
Organismes municipaux	2,19	2,19	2022	2022	58	49 067	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	0,00	0,00	2018	2018	60	50 000	74 467
					61	3 918 351	4 105 645
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	(4 767)
					63	3 918 351	4 100 878

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	936 900	80	89	35 101	97	972 001
2015	65	73	287 500	81	90	19 622	98	307 122
2016	66	74	453 100	82	91	15 604	99	468 704
2017	67	75	480 200	83	92	15 735	100	495 935
2018	68	76	1 621 500	84	93	15 688	101	1 637 188
2019 et +	69	77		85	94	37 401	102	37 401
	70	78	3 779 200	86	95	139 151	103	3 918 351
Intérêts et frais accessoires				87	()		104	()
	71	79	3 779 200	88	96	139 151	105	3 918 351

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(2 215 828)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(2 215 828)
		(2 689 864)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	5 032 331	138	3 484	165		192	5 035 815
Eaux usées	111	6 510 702	139		166		193	6 510 702
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	5 145 469	140	115 472	167		194	5 260 941
Autres	113	739 353	141	238 541	168	(1 286)	195	979 180
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 744 564	143	4 109	170	(20 577)	197	1 769 250
Améliorations locatives	116	2 289	144		171		198	2 289
Véhicules	117	2 279 942	145	36 351	172	35 000	199	2 281 293
Ameublement et équipement de bureau	118	413 274	146	3 961	173	29 517	200	387 718
Machinerie, outillage et équipement divers	119	280 118	147	145 085	174	(7 654)	201	432 857
Terrains	120	314 080	148		175		202	314 080
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>22 462 122</u>	150	<u>547 003</u>	177	<u>35 000</u>	204	<u>22 974 125</u>
Immobilisations en cours	123		151	28 795	178		205	28 795
	124	<u>22 462 122</u>	152	<u>575 798</u>	179	<u>35 000</u>	206	<u>23 002 920</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	1 819 396	153	125 852	180		207	1 945 248
Eaux usées	126	3 320 127	154	162 768	181		208	3 482 895
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 506 970	155	265 780	182		209	1 772 750
Autres	128	321 766	156	39 780	183		210	361 546
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	679 718	158	61 619	185	(414)	212	741 751
Améliorations locatives	131	1 222	159	153	186		213	1 375
Véhicules	132	799 846	160	144 331	187	35 000	214	909 177
Ameublement et équipement de bureau	133	325 263	161	11 574	188	414	215	336 423
Machinerie, outillage et équipement divers	134	202 631	162	27 200	189		216	229 831
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>8 976 939</u>	164	<u>839 057</u>	191	<u>35 000</u>	218	<u>9 780 996</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>13 485 183</u>					219	<u>13 221 924</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222						229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	2 161	2 161
	233	2 161	2 161
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	2 161	2 161

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	82 757	3 113
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	82 757	3 113

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 115 929 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2014	-	290 801 \$
2015	-	216 983 \$
2016	-	223 295 \$
2017	-	229 797 \$
2018	-	155 053 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

Au cours de l'exercice 2013, la Municipalité a cautionné un prêt de 13 125 \$ pour l'acquisition d'une mule par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en octobre 2017. Le solde de ce prêt, au 31 décembre 2013, est de 12 620 \$.

b) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

c) Poursuites

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2013, il y a un montant de 1 330 000 \$ d'évaluations contestées. Aucune provision relativement à ce montant n'a été comptabilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme.

22. Instruments financiers**Risques et concentrations**

La Municipalité, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de la Municipalité aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2013.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la Municipalité sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la Municipalité analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

23. Opération non monétaire

Un contribuable a cédé à la Municipalité au cours de l'exercice un prolongement de chemin à titre gratuit.

Compte tenu du fait que la valeur de ce prolongement de chemin n'a pu être établie, ni le don ni la dépense d'investissement ne sont constatés dans les états financiers.

24. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 589 294	540 698
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 786 815	615 685
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	4 (18 650)	(133 009)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 9 767 172	9 809 434
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 11 124 631	10 832 808

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Égout	8 48 878	49 125
- Eau	9 17 598	10 095
- Parc des Cheminots	10	57 223
- Chemin du Moulin	11	1 569
- Budget (projet à venir)	12 120 950	143 992
- Limiteur de portée	13 5 500	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 192 926	262 004

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

- Véhicules	22 153 286	87 608
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 153 286	87 608

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 52 287	11 075
Fonds parcs et terrains de jeux	29 76 757	81 195
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 19 818	128 046
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 11 755	37 340
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 279 986	8 417
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 440 603	266 073
	39 786 815	615 685

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () (
	52 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	10 148
Investissements à financer	54 (	28 798) (
	55	(18 650) (133 009)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56	13 221 924
Propriétés destinées à la revente	57	2 161
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61	13 224 085
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62	3 918 351
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	4 767
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (	461 438) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () (
	66	3 456 913
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	3 677 910
	68	3 456 913
	69	9 767 172
		9 809 434

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 24 652	19 594
Charge de l'exercice	5 (172 818)	(133 691)
Cotisations versées par l'employeur	6 163 691	138 749
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>15 525</u>	<u>24 652</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 460 120	1 986 308
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (2 930 728)	(2 226 819)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (470 608)	(240 511)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 486 133	265 163
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 15 525	24 652
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>15 525</u>	<u>24 652</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 460 120	1 986 308
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (2 930 728)	(2 226 819)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (470 608)	(240 511)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 175 324	131 839
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>175 324</u>	<u>131 839</u>
Cotisations salariales des employés	22 (56 711)	(34 571)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 118 613	97 268
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 20 397	21 831
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	27
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	28
Variation de la provision pour moins-value	29	29
Autres	30	30
-	31	31
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>139 010</u>	<u>119 099</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 136 969	114 473
Rendement espéré des actifs	34 (103 161)	(99 881)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>33 808</u>	<u>14 592</u>
Charge de l'exercice	36 <u>172 818</u>	<u>133 691</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 319 975	118 524
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (103 161)	(99 881)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 216 814	18 643
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 66 565	69 791
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 460 120	1 986 308
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,00 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,00 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 3,00 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Âge de retraite	52 60	60
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	6	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	2 841	3 133
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9 606	10 558
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	3 607	3 559
98	13 213	14 117

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dette à long terme	1	3 918 351
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	28 798
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	11 755
Débiteurs	8	461 438
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 473 956
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	3 473 956
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	327 276
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	3 801 232
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 801 232
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 810 873	2 849 323	2 768 092
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	87 378	89 601	92 983
Activités de fonctionnement	3	373 126	383 232	370 073
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	124 758	134 185	128 229
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 396 135	3 456 341	3 359 377
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	158 681	166 641	159 958
Égout	11	117 286	124 119	119 965
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	306 928	318 154	362 477
Autres				
-Environnement	14	37 425	37 847	37 609
-Licence de chien	15	2 300	2 484	2 480
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 000	13 285	12 876
Service de la dette	18	183 909	198 178	181 914
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	819 529	860 708	877 279
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	819 529	860 708	877 279
	26	4 215 664	4 317 049	4 236 656

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 5 800	6 075	6 117
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28 380	520	381
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 82 444	82 444	82 444
	31 88 624	89 039	88 942
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 24 335	24 445	29 514
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 13 020	14 727	10 365
	35 37 355	39 172	39 879
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 125 979	128 211	128 821
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 1 310	1 577	1 354
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42 840	635	852
Taxes d'affaires	43		
	44 2 150	2 212	2 206
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 128 129	130 423	131 027

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	72 422	81 174
Enlèvement de la neige	58	171 374	124 907
Autres	59		12 214
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	9 783	15 644
Réseau de distribution de l'eau potable	68		11 171
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	15 000	18 953
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		46 000
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	2 900	5 100
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	271 479	288 531
		288 531	286 088

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	20 000	812 471
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	73 015	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121	15 000	
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	70 515	31 551
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	85 515	124 566
			812 471

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	217 500	228 200	184 096
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	217 500	228 200	184 096
TOTAL DES TRANSFERTS	139	574 494	641 297	1 282 655

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	42 039	54 551
Sécurité incendie	145	3 500	5 304
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	3 500	59 855
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	2 000	2 119
Enlèvement de la neige	150	2 000	2 119
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		18 389
	154	4 000	22 627
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160	47 901	500
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	47 901	500
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175	1 000	
		1 000	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		746
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		746
Réseau d'électricité			
	180		
	181	55 401	83 228

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	21 252	28 521	30 154
Sécurité publique	183		9 446	
Transport				
Réseau routier	184	5 000	4 928	4 229
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			1 630
Hygiène du milieu	190	6 550	14 365	15 421
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	700	1 356	1 480
Loisirs et culture	193	31 350	23 971	35 094
Réseau d'électricité	194			
	195	64 852	82 587	88 008
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	120 253	134 939	171 236
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	24 500	23 050	25 310
Droits de mutation immobilière	198	90 000	169 547	141 248
Droits sur les carrières et sablières	199	45 000	47 282	111 066
Autres	200			
	201	159 500	239 879	277 624
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	15 000	53 017	38 780
INTÉRÊTS	203	42 000	82 089	90 944
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		625	3 223
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		258 137	81 884
Autres	210	36 000	42 088	73 165
	211	36 000	300 850	158 272

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	127 392	116 150		116 150	99 450
Application de la loi	2	7 250	5 843		5 843	6 077
Gestion financière et administrative	3	478 686	582 967	17 431	600 398	453 366
Greffe	4	148 089	142 473		142 473	115 668
Évaluation	5	55 710	55 169		55 169	56 830
Gestion du personnel	6	12 890	3 389		3 389	14 168
Autres	7					
	8	830 017	905 991	17 431	923 422	745 559
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	390 500	386 206		386 206	368 817
Sécurité incendie	10	191 400	184 721	60 191	244 912	240 499
Sécurité civile	11	5 000				640
Autres	12	13 628	15 032		15 032	13 501
	13	600 528	585 959	60 191	646 150	623 457
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	692 749	795 783	379 953	1 175 736	1 000 418
Enlèvement de la neige	15	487 712	565 257		565 257	474 561
Éclairage des rues	16	29 583	26 786		26 786	26 429
Circulation et stationnement	17	10 355	10 127		10 127	5 915
Transport collectif						
Transport en commun	18	14 254	14 245		14 245	13 955
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 234 653	1 412 198	379 953	1 792 151	1 521 278

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	84 818	101 332	129 514	230 846	216 942
Réseau de distribution de l'eau potable	24	54 856	52 703		52 703	50 479
Traitement des eaux usées	25	57 271	60 944	170 284	231 228	219 415
Réseaux d'égout	26	48 005	33 658		33 658	58 142
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	119 361	114 004		114 004	122 804
Élimination	28	158 901	173 249		173 249	144 447
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	91 917	91 917	4 860	96 777	92 350
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	47 843	55 501	1 862	57 363	38 635
Autres	39					
	40	662 972	683 308	306 520	989 828	943 214
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	10 000	14 717		14 717	95 866
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	10 000	14 717		14 717	95 866
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	214 129	200 272	19 495	219 767	205 624
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	10 000				
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	15 804	15 651		15 651	15 600
Tourisme	49	59 784	66 078		66 078	48 103
Autres	50					
Autres	51					
	52	299 717	282 001	19 495	301 496	269 327

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	23 819	21 257	11 239	32 496	49 032
Patinoires intérieures et extérieures	54	28 020	26 747		26 747	28 305
Piscines, plages et ports de plaisance	55	114 733	109 845	4 794	114 639	120 447
Parcs et terrains de jeux	56	230 955	174 532	21 110	195 642	210 301
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	205 298	217 489	4 498	221 987	187 417
	60	602 825	549 870	41 641	591 511	595 502
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	162 123	168 619	13 826	182 445	139 860
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	162 123	168 619	13 826	182 445	139 860
	67	764 948	718 489	55 467	773 956	735 362
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	166 305	159 926		159 926	181 360
Autres frais	70	2 900	4 767		4 767	6 211
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	500	1 307		1 307	1 039
	73	169 705	166 000		166 000	188 610
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	773 313	839 057	(839 057)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2014-03-21

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>4 322 701</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	5 652
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>4 317 049</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	4 317 049
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>4 317 049</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	303 729		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	13 285		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>317 014</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>4 000 035</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>400 457 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>404 421 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>402 439 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>4 000 035</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>402 439 600</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] [] , [9 | 9 | 3 | 9] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	112 300	3 484	106 033
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	130 000	115 472	221 409
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	117 150	217 055	15 402
Autres infrastructures	11	16 800	7 718	7 487
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	15 000	4 109	4 555
Édifices communautaires et récréatifs	14			34 708
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		36 351	228 643
Ameublement et équipement de bureau	18	8 660	7 076	43 563
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 650	155 738	
Terrains	20			
Autres	21		28 795	
	22	405 560	575 798	661 800

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		3 484	106 033
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		340 245	244 298
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		232 069	311 469
	34		575 798	661 800

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	3 920 500	407 900	549 200	3 779 200
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	110 678		70 594	40 084
Organismes municipaux	4		53 952	4 885	49 067
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	74 467		24 467	50 000
	7	4 105 645	461 852	649 146	3 918 351
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	37 340	(35 116)	(9 531)	11 755
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 211 196	71 602	287 315	995 483
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 429 374	352 351	332 050	2 449 675
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 677 910	388 837	609 834	3 456 913
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	427 735	73 015	39 312	461 438
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	427 735	73 015	39 312	461 438
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	427 735	73 015	39 312	461 438
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	427 735	73 015	39 312	461 438
	26	4 105 645	461 852	649 146	3 918 351
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	4 105 645	461 852	649 146	3 918 351

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	55 710	55 169	56 830
Autres	3	73 378	72 664	70 432
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	7 434	7 362	4 535
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	14 254	7 892	7 602
Autres	10		6 353	6 353
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	348 179	362 474	336 614
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 804	15 651	15 600
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 122	3 092	2 666
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	517 881	530 657	500 632

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	5,88	40,00	343 301	128 000	471 301
Professionnels	2					
Cols blancs	3	7,39	35,00	298 977	76 220	375 197
Cols bleus	4	11,38	40,00	510 161	150 456	660 617
Policiers	5					
Pompiers	6	2,16	40,00	97 024	8 384	105 408
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	26,81		1 249 463	363 060	1 612 523
Élus	9	7,00		90 932	13 797	104 729
	10	33,81		1 340 395	376 857	1 717 252

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	15 644			15 644
Réseau de distribution de l'eau potable	13		73 015		73 015
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	501 087	20 000	31 551	552 638
	17	516 731	93 015	31 551	641 297

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale													
Application de la loi	1	5 843	27		53	5 843	79		105	5 843	131		
Évaluation	2	55 169	28		54	55 169	80		106	55 169	132		
Autres	3	844 979	29	17 431	55	862 410	81	28 521	107	833 889	133	16 790	
	4	905 991	30	17 431	56	923 422	82	28 521	108	894 901	134	16 790	
Sécurité publique													
Police	5	386 206	31		57	386 206	83	42 039	109	344 167	135		
Sécurité incendie	6	184 721	32	60 191	58	244 912	84	13 077	110	231 835	136	16 499	
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137		
Autres	8	15 032	34		60	15 032	86		112	15 032	138		
	9	585 959	35	60 191	61	646 150	87	55 116	113	591 034	139	16 499	
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	795 783	36	379 953	62	1 175 736	88	7 719	114	1 168 017	140	83 897	
Enlèvement de la neige	11	565 257	37		63	565 257	89	2 391	115	562 866	141		
Autres	12	36 913	38		64	36 913	90		116	36 913	142		
Transport collectif	13	14 245	39		65	14 245	91		117	14 245	143		
Autres	14		40		66		92		118		144		
	15	1 412 198	41	379 953	67	1 792 151	93	10 110	119	1 782 041	145	83 897	
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable													
Réseau de distribution de l'eau potable	16	101 332	42	129 514	68	230 846	94		120	230 846	146	27 418	
Traitement des eaux usées	17	52 703	43		69	52 703	95	4 605	121	48 098	147	3 206	
Réseaux d'égout	18	60 944	44	170 284	70	231 228	96		122	231 228	148	3 005	
Autres	19	33 658	45		71	33 658	97	4 600	123	29 058	149	15 185	
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	287 253	46		72	287 253	98	3 645	124	283 608	150		
Matières recyclables	21	91 917	47	4 860	73	96 777	99	1 385	125	95 392	151		
Autres	22		48		74		100	630	126	(630)	152		
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153		
Protection de l'environnement	24	55 501	50	1 862	76	57 363	102		128	57 363	154		
Autres	25		51		77		103		129		155		
	26	683 308	52	306 520	78	989 828	104	14 865	130	974 963	156	48 814	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	14 717	172	187	14 717	202	217	14 717	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	14 717	175	190	14 717	205	220	14 717	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	200 272	176	191	219 767	206	1 000	218 767	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	81 729	178	193	81 729	208	1 356	80 373	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	282 001	180	195	301 496	210	2 356	299 140	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	549 870	181	196	591 511	211	21 409	570 102	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	168 619	182	197	182 445	212	2 562	179 883	242		
Autres	168		183	198		213	228		243		
	169	718 489	184	199	773 956	214	23 971	749 985	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	4 602 663	186	201	5 441 720	216	134 939	5 306 781	246	166 000	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		1 906
Charges sociales	2		636
Biens et services	3	575 798	657 781
Frais de financement	4		1 477
Autres	5		
	6	575 798	661 800

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	540 698	184 436
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		1
Solde redressé au début de l'exercice	3	540 698	184 437
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	135 640	527 212
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(55 261)	
Activités d'investissement	6	(36 769)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	4 986	(170 951)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	48 596	356 261
Solde à la fin de l'exercice	12	589 294	540 698
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	262 004	107 156
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	262 004	107 156
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(7 509)	(4 418)
Activités d'investissement	17	(56 583)	(11 685)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(4 986)	170 951
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(69 078)	154 848
Solde à la fin de l'exercice	22	192 926	262 004
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	353 681	224 417
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	353 681	224 417
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	134 180	230 357
Activités d'investissement	27	(165 541)	(105 313)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	271 569	4 220
	30	240 208	129 264
Solde à la fin de l'exercice	31	593 889	353 681

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44	
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (133 009)	(796 777)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50 (133 009)	(796 777)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51 385 928	667 988
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	52	
Réserves financières et fonds réservés	53	
	54 (271 569)	(4 220)
	55 114 359	663 768
Solde à la fin de l'exercice	56 (18 650)	(133 009)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 9 809 434	9 849 055
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	
Solde redressé au début de l'exercice	59 9 809 434	9 849 055
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	60	
Variation résiduelle de l'exercice	61	
	62 (42 262)	(39 621)
Solde à la fin de l'exercice	63 9 767 172	9 809 434

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement		Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	8 417	2		3		4	271 569	5		6		7	279 986
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10		11		12		13		14	
	15	8 417	16		17		18	271 569	19		20		21	279 986

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 3 □ 3 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 3 □ 3 □ 6 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 2 □ 2 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 2 □ 2 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 3 □ 3 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 □ 2 □ 2 □ 2 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 0 □ 9 □ 4 □ 8 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	1 | 7 | 2 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 3 | 2 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 1 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SQAE SECTEURS DESSERVIS	,0432	1	
SQAE SECTEURS NON-DESSERVIS	,0034	1	
REGL. 2002-60 SECTEUR FRAMBOISIER	,1874	1	
REGL. 2002-60 SECTEUR FRAMBOISIER	199,1900	4	
REGL. 2004-90 LIGNE ÉLECTRIQUE	112,8000	4	
REGL. 114 SECTEURS DESSERVIS	,0135	1	
REGL. 114 SECTEURS DESSERVIS	58,9800	4	
REGL. 114 SECTEURS NON-DESSERVIS	,0059	1	
REGL. 115 SECTEURS DESSERVIS	,0170	1	
REGL. 115 SECTEURS DESSERVIS	49,7000	4	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	,0077	1	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	33,6200	4	
REGL. 2005-106 SECTEURS NON-DESSEI	,0034	1	
REGL. 2011-206 RIVE-OUEST LAC-LABELL	477,7200	4	
REGL. 2012-214 AQUEDUC RUE GARE DE	,0011	1	
REGL. 2012-214 AQUEDUC RUE GARE DE	5,0200	4	
REGL. 2012-214 AQUEDUC RUE GARE NC	,0005	1	
ENVIRONNEMENT	15,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	5 652 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	10 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	8 507 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	4 000	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1, rue du Pont
(no) (rue)

Labelle J0T 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@municipalite.labelle.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claire Coulombe

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ccoulombe@municipalite.labelle.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 969, rue de Saint-Jovite, bureau 201
(no) (rue)

Mont-Tremblant J8E 3J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 425-8691
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 425-9266
(ind. rég.) (numéro)

Courriel patrice@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Patrice Forget, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

_____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claire Coulombe , atteste que le rapport financier de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-22 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 291 823 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,9939 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-28 08:17:08

Date de transmission au Ministère : 2014/04/28

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Labelle

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	5 205 525	5 644 151	5 554 723
Investissement	2	85 515	255 392	832 471
	3	5 291 040	5 899 543	6 387 194
Charges				
	4	5 345 853	5 607 720	5 122 673
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(54 813)	291 823	1 264 521
Moins : revenus d'investissement	6 (	85 515 ) (	255 392 ) (	832 471)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(140 328)	36 431	432 050
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	773 313	839 057	771 852
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			46 000
Remboursement de la dette à long terme	10 (	425 286 ) (	609 834 ) (	419 734)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	52 160 ) (	58 604 ) (	77 017)
Excédent (déficit) accumulé	12	(155 539)	(71 410)	(225 939)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	140 328	99 209	95 162
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		135 640	527 212

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 587 138	1 780 968
Autres	2	634 933	370 694
	3	2 222 071	2 151 662
Passifs			
Dette à long terme	4	3 918 351	4 100 878
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	519 548	740 648
	7	4 437 899	4 841 526
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(2 215 828)	(2 689 864)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	13 221 924	13 485 183
Autres	10	118 535	37 489
	11	13 340 459	13 522 672
Excédent (déficit) accumulé	12	11 124 631	10 832 808

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	589 294	540 698
Excédent de fonctionnement affecté			
- Égout	14	48 878	49 125
- Eau	15	17 598	10 095
- Parc des Cheminots	16		57 223
- Chemin du Moulin	17		1 569
- Budget (projet à venir)	18	120 950	143 992
- Limiteur de portée	19	5 500	
-	20		
-	21		
-	22		
	23	192 926	262 004
Réserves financières	24	153 286	87 608
Fonds réservés	25	440 603	266 073
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	() ()	() ()
Financement des investissements en cours	27	(18 650)	(133 009)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	9 767 172	9 809 434
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	11 124 631	10 832 808

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	4 215 664	4 317 049	4 236 656
Compensations tenant lieu de taxes	2	128 129	130 423	131 027
Quotes-parts	3			
Transferts	4	488 979	516 731	470 184
Services rendus	5	120 253	134 939	171 236
Autres	6	252 500	545 009	545 620
	7	5 205 525	5 644 151	5 554 723
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	85 515	124 566	812 471
Autres	11		130 826	20 000
	12	85 515	255 392	832 471
	13	5 291 040	5 899 543	6 387 194

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	55 710	55 169			55 169	56 830
Autres	2	774 307	850 822	17 431		868 253	688 729
Sécurité publique							
Police	3	390 500	386 206			386 206	368 817
Sécurité incendie	4	191 400	184 721	60 191		244 912	240 499
Autres	5	18 628	15 032			15 032	14 141
Transport							
Réseau routier	6	1 220 399	1 397 953	379 953		1 777 906	1 507 323
Transport collectif	7	14 254	14 245			14 245	13 955
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	244 950	248 637	299 798		548 435	544 978
Matières résiduelles	10	370 179	379 170	4 860		384 030	359 601
Autres	11	47 843	55 501	1 862		57 363	38 635
Santé et bien-être	12	10 000	14 717			14 717	95 866
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	214 129	200 272	19 495		219 767	205 624
Promotion et développement économique	14	75 588	81 729			81 729	63 703
Autres	15	10 000					
Loisirs et culture	16	764 948	718 489	55 467		773 956	735 362
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	169 705	166 000			166 000	188 610
Amortissement des immobilisations	19	773 313	839 057	(839 057)			
	20	5 345 853	5 607 720			5 607 720	5 122 673

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3